

La traque attendra

Presque deux semaines après l'attaque contre le poste militaire de Lemgheyti et toujours pas de traces des auteurs du coup. L'armée mauritanienne, mise en état d'alerte, a envoyé des troupes à la frontière avec le Mali et a décidé de réinstaller un nouveau poste là où se trouvait la base décimée. Le trafic à partir de Zouérate, objet de toutes les interrogations, a été interdit et des experts américains se seraient rendus sur le terrain pour constater l'état des lieux. En attendant les résultats des poursuites, l'attaque de Lemgheyti continue de susciter émoi et condamnation chez les Mauritaniens toutes tendances confondues. Une seule question hante les esprits: la Mauritanie est elle devenue un objectif du terrorisme international, ou s'agit-il tout simplement d'un acte de violence isolé?

... ou brouille de rumeurs relatives à une "contre-attaque foudroyante" des unités de l'armée nationale lancées aux trousses des ceux qui avaient attaqué Lemgheyti. L'opinion publique, choquée par le bilan très élevée en pertes humaines de l'opération, espère des résultats immédiats. C'est cette attente ou plutôt cette rage de vengeance qui explique les innombrables histoires qu'on raconte, ici et là, sur d'éventuels accrochages qui se seraient produits entre l'armée et les éléments du GSPC...

Dès le lendemain de l'agression, l'état-major a en effet décidé d'engager les poursuites et d'envoyer des troupes en direction de la frontière avec le Mali, là où les envahisseurs se seraient probablement retirés. Mais très vite, cette option de poursuite a été abandonnée et les troupes ont été priées de cesser leur traque en attendant d'analyser l'opération militairement. L'étude de l'attaque a fait ressortir le fait que ses auteurs ne manquaient pas de professionnalisme et qu'il faut traiter leur cas avec la plus grande vigilance. Cette thèse a été renforcée par une information qu'auraient fournie les amis maliens au sujet d'une opération militaire que l'armée malienne aurait lancée, il y a plus d'une année, contre le campement de Moctar Belmoctar, alias Belawar, implanté dans une zone désertique au nord de Tombouctou, et qui aurait été un véritable fiasco.

Au cours de cette opération, les hommes de Belawar, informés sur le mouvement des militaires maliens, avaient opposé une résistance farouche qui avait obligé l'armée à faire demi-tour. Depuis lors, elle n'a jamais tenté d'opérer contre ce redoutable guerrier, hyper armé et bénéficiant de toutes les complacités de la part des habitants de la zone. La mésaventure malienne était suffisante pour convaincre les militaires mauritaniens de préparer rationnellement la guerre qu'ils s'approprient à livrer aux hommes de Belmoctar.

Pour cela, l'armée a décidé d'entreprendre un certain nombre de préparatifs (viabilisation de quelques aéroports, construction de bases d'appui...), avant de se lancer dans la grande bataille. A ce titre, il a été arrêté de reconstruire l'unité de Lemgheyti en viabilisant sa piste d'atterrissage et en la dotant de moyens logistiques lui permettant de faire face à toute agression et à porter assistance, en cas de besoin, aux unités mobiles. Il a été également envisagé d'aménager d'autres points d'appui et de secours. Pour monter cette machine de guerre, la Mauritanie compte sur ses partenaires étrangers, particulièrement les Français et les Américains. Ces derniers, moins discrets que les autres, se seraient rendus sur les lieux et auraient promis de soutenir les projets mauritaniens. Et contrai-

La traque attendra

Suite de la Une

rement à ce qui été évoqué par certains organes de presse nationaux et étrangers, les Américains s'étaient formellement opposés à la demande mauritanienne de changer le programme des manœuvres actuelles, appelées Flintlock, qui se déroulent depuis une semaine dans la même zone et qui, chez nous, se limitent à quelques exercices à Bassiknou.

Il n'est donc pas attendu, comme le souhaite beaucoup de monde, que l'armée mauritanienne s'engage pour le moment dans des actions armées contre le GSPC ou ce qui en tient lieu. La traque sera vraisemblablement longue et pénible, car il s'agit d'un ennemi insaisissable qui connaît bien le terrain et qui est rompu aux techniques de la guérilla. Mais on n'en est pas encore là et on se perd encore en conjectures autour de l'identité des auteurs du coup de Lemgheyti.

Qui d'autre que le GSPC?

Le gouvernement mauritanien n'a pas perdu beaucoup de temps pour conclure à la responsabilité du GSPC dans l'attaque de l'unité militaire de Lemgheyti. Sa version des faits n'a pourtant pas convaincu certains de ses **partenaires étrangers**, notamment la France et, dans une moindre mesure, le Mali et l'Algérie. La réponse du porte-parole du Quai d'Orsay à une question relative à l'attaque a été très mal perçue par le gouvernement mauritanien, qui y a vu une manière de rejeter la version officielle. Une attitude pour le moins inamicale de la France dans cette épreuve, pouvait-on entendre chez les officiels mauritaniens. Les Français, eux, émettaient tout simplement un doute méthodique dans la mesure où le gouvernement mauritanien n'a pas apporté de preuves matérielles sur la responsabilité du GSPC dans l'attaque. Il y avait également le souci de la France dont l'une des plus importantes sociétés pétrolières, Total, a des permis de recherche dans Taoudeni, la région de

tous les dangers, et ne voudrait probablement pas se mettre gratuitement le GSPC sur le dos, sans parler des négociations pour la libération de la journaliste française, Florence Aubenas, encore retenue en otage en Irak à ce moment-là, et qui étaient sur le point d'aboutir. Cela explique en partie le doute français qui, aux yeux de l'opinion mauritanienne, a été dissipé par le message du président Chirac au président Ould Taya, qui a été largement diffusé par la presse officielle et qui est, quand même, parvenu au même moment que celui du président du Mali, un autre pays ami qui avait rejeté au début la piste du GSPC. Quant à l'autre pays frère et voisin, l'Algérie, il n'a pas condamné l'attaque publiquement jusqu'à présent, et certains de ses journaux continuent d'exclure toute possibilité d'implication du groupe salafiste algérien dans cette affaire. Il faut dire que les Algériens, qui reprochaient à leurs voisins de faire de leur collaboration pour la lutte contre les bandes armées un moyen de pression diplomatique, ont tout simplement rendu à la Mauritanie la pièce de sa monnaie, elle qui a refusé par le passé de mettre un terme au trafic de cigarettes et

autres produits qui, selon eux, finance la guérilla islamiste en Algérie. Notons à ce propos qu'après cette attaque, les autorités mauritaniennes ont interdit tout commerce dans cette zone.

Pour revenir à l'identité des auteurs de l'attaque, il est presque établi qu'il s'agit du GSPC. Le nombre important des assaillants, leur savoir faire et leur armement exclut les autres pistes, pour la simple raison qu'aucun autre groupe militaire de la zone n'est en mesure d'aligner autant de combattants et d'armes. Reste maintenant à savoir si ce groupe salafiste qui a très rarement opéré à l'extérieur des frontières algériennes, n'est pas en train de se transformer en une organisation "mondialisée" qui a pour vocation d'agir dans tous les pays musulmans et, surtout, d'être présente là où les Américains le sont. Dans ce cas de figure, on ne peut pas dire non plus qui attire qui dans cette affaire. Et il est pour le moment très tôt de s'exprimer sur cette interrogation.

MOUSSA OULD HAMED